
DANIEL BEAUVOIS

LE RETOUR DE LA POLOGNE COMME ACTEUR EUROPÉEN

RETOUR ? IL EST PROBABLE QUE LA QUESTION AINSI POSÉE paraît-
trait quelque peu blessante pour le Polonais moyen persuadé
que ses ancêtres ne cessèrent jamais d'être des acteurs européens. Et il
est vrai qu'à y bien regarder, à travers toutes ses vicissitudes, même
lorsque la Pologne nous semble – dans notre immense complexe de
supériorité – absente ou très éloignée de la « grande » politique euro-
péenne, elle évolue et agit sans cesse à notre diapason. Il peut certes
paraître au citoyen d'un État stable qui n'a, en dehors de quelques
secousses, connu aucune remise en cause totale de son existence et de
son identité, que le destin de la Pologne l'a, plus d'une fois, conduite
au bord du vide ou de la dissolution. 5

État à éclipses, frontières à géométrie variable, pays de nulle part au
XIX^e siècle, peuple de partout par sa tradition d'émigration mondiale,
exception européenne au XVI^e siècle lorsque y apparaît un système
politique unique et qu'elle couvre la plus grande surface européenne
après la Russie, confetti infime du duché de Varsovie sous Napoléon,
phénix redéployant ses ailes et ses griffes sous Pilsudski après 1918,
Pologne fantomatique des décennies communistes après 1945, David
de 1980 qui fit s'écrouler le Goliath soviétique, la Pologne a rejoint
l'Union européenne en 2004, riche des mille facettes que lui a données
l'histoire et de l'énergie qu'ont conférée les épreuves à son peuple.

Le fait qui marque la première et peut-être la plus fondamentale des
intégrations européennes de la Pologne est son entrée, dès le X^e siècle,
dans la sphère culturelle latine. Certes, des siècles de paganisme s'étaient
écoulés auparavant, attestés par des traces archéologiques et des témoi-
gnages écrits indirects qui permettent d'établir que les Slaves établis de
part et d'autre de l'Oder étaient déjà en communication avec le monde

germanique et avec toute une *Europe barbare* qu'un livre très éclairant de Karol Modzelewski – sur le point de paraître en français – nous révèle¹. De ce point de vue, la volonté polonaise récente d'inscrire les « origines chrétiennes » de l'Europe dans une éventuelle Constitution est totalement antiscientifique. Mais, dans l'histoire comme croyance qui prévaut souvent dans l'historiographie natiogénique – pas seulement en Pologne –, on a vite fait de passer ces siècles par pertes et profits. Considérant que l'histoire ne commence qu'avec l'écriture, cette historiographie traditionnelle n'introduit la Pologne dans l'Europe qu'à partir du moment où l'État de Gniezno, territoire de Mieszko I^{er}, prince des Polanes, se rallie à la chrétienté.

6 C'est, en effet, à la bibliothèque du Vatican qu'est conservé un fragment du testament en latin de ce prince qui plaçait toutes ses possessions sous la protection du pape afin, pensait-il en vain, d'en éviter le morcellement. Peu avant le grand schisme, qui commandera à toute la *Slavia orientalis* d'adopter l'alphabet cyrillique et le slavon ancien, ces Slaves de l'Ouest marquaient donc déjà leur différence en adoptant, à l'instar des Tchèques ou des Croates, la langue et l'alphabet latins qui constitueraient le signe le plus évident de leur appartenance à la sphère romaine.

Dès la génération suivante, le pape accorda au prince l'investiture des évêques, des diocèses furent créés à Cracovie, Breslau et Kolberg. Des liens personnels ostensibles avec l'empereur Otton III firent du prince des Polanes un allié prestigieux de l'Empire. Malgré une grande fragilité des alliances et les guerres incessantes, on voit s'instaurer peu à peu un type de société et un mode de fonctionnement qu'on retrouve dans tout l'Occident. Autour des premières cathédrales romanes ont été retrouvés les vestiges attestant le progrès rapide de la christianisation et la naissance autour du prince d'une classe de dignitaires avec leurs chancelleries, des écoles, des magasins où apparaissent des monnaies des pays voisins mêlées à celles du prince lui-même. Les alliances dynastiques donnent une bonne idée de l'étendue des relations. La première épouse de Mieszko, Dubravka, était tchèque, et Oda, la seconde, était fille d'un margrave. Boleslas, son fils, épousa successivement une Allemande, une Hongroise et une Lusacienne. Son petit-fils épousa Richeza, fille très instruite du palatin de Lorraine. En très peu de temps, l'amplitude des relations trahit donc un élargissement continental.

1. Flammarion, 2006.

La recherche par les princes polanes de la dignité royale, intermittente au début, témoigne également de l'adoption des canons sociaux de l'Occident. Les rituels d'attribution de ce titre, les cérémonies de couronnement sont déjà des signes d'intégration dans cette *christiana respublica* à laquelle se réduisait l'Europe du temps. Comme partout dans cet espace se développa un réseau d'abbayes à la faveur de fondations et, comme ailleurs, celles-ci devinrent les centres d'un culte de reliques, investies d'un rôle qui, au fil du temps, devait se révéler de plus en plus natiogénique. Ainsi saint Adalbert (Wojciech en polonais), martyrisé par les Baltes encore païens, fut-il canonisé presque aussitôt et sa châsse honorée à Gniezno. Saint Stanislas, évêque de Cracovie, injustement – dit la légende – accusé de trahison et écartelé, vit son corps démembré se reconstituer, ce qui devint le symbole de l'unité de la Pologne.

7

Tous les pays d'Europe eurent des mythes fondateurs de ce genre. La Pologne naissante s'inscrivait ainsi nettement dans un processus d'occidentalisation. Celui-ci paraît plus net si l'on considère que presque tout ce que l'on sait des rapports intra-européens des « origines » nous est parvenu grâce à la plume d'un moine, venu de Saint-Gilles-en-Provence, qui écrivit en Pologne, entre 1113 et 1116, une longue chronique latine. Le texte de ce *Gallus anonymus* témoigne d'une familiarité précise avec la vie des grands et d'échanges étendus. Ce furent toutefois les influences germaniques qui dominèrent. Les évêques allemands cherchaient à contrôler les diocèses polonais pour en faire les points de départ de missions vers les peuples baltes encore païens. Les élites polonaises adoptèrent l'organisation et les structures de la chevalerie européenne. Le mot « chevalier », *rycerz*, vient de l'allemand *Ritter* ou le mot « noblesse », *szlachta*, est issu de *geschlecht* (bien né), d'abord adopté par les Tchèques.

L'organisation de la paysannerie, très vite proche du servage, était confiée à un responsable devant le seigneur dit *Wojt* (de l'allemand *Vogt*) et au centre des villes se dressait un *ratusz* (de *Rathaus*) qui édictait des règlements inspirés par le droit de Magdebourg, par l'intermédiaire d'un *burmistrz* (*Bürgermeister*). Ces modèles n'indiquaient pas une germanisation puisque la langue d'échange était le latin. Celui-ci était évidemment de règle dans les églises, les écoles monastiques ou paroissiales, dans les chants liturgiques, mais, à côté de cette *lingua franca*, la langue polonaise, écrite en alphabet latin, est attestée dès le milieu du XIII^e siècle. La plus ancienne copie d'un texte polonais est celle de l'hymne à la Vierge Marie, *Bogurodzica*, qui, enrichi au XV^e siècle

de quelques strophes, deviendra une sorte d'hymne à la Pologne et à son roi.

La culture européenne est présente dans l'œuvre des chroniqueurs du XIII^e siècle : Maître Vincent était *magister* d'une université italienne ou française, le chancelier Odrowaz avait étudié à Vicence. Les magnifiques vantaux des portes de bronze de la cathédrale de Gniezno furent apportés d'un atelier mosan. Ils sont d'une facture aussi étonnante que les portails de Vérone ou de Novgorod, issus des mêmes orfèvreries. Les observations des voyageurs arabes ou saxons confirment l'extension d'une culture livresque commune d'un bout à l'autre de l'Europe.

8 Au moment où toute la chevalerie d'Europe se croyait appelée à défendre le tombeau du Christ, les Polonais furent confrontés aux croisades sur leur propre territoire. Leur roi, Henri le Pieux, fut tué à Legnica, en Silésie, dans une bataille contre les hordes tatares du khan Baty. Cet événement fut à l'origine d'un autre mythe fondateur tenace : la conviction d'être les sentinelles de notre continent, le « rempart de la chrétienté ». Cette mission ne cessera d'être évoquée à chaque menace venue de l'est.

Au milieu du XIV^e siècle, le long règne de Casimir le Grand nous montre une Pologne très active dans les relations entre les grandes puissances d'Europe centrale, nouant des alliances avec les Luxembourg en Bohême et les Anjou en Hongrie pour mieux combattre, avec la bénédiction des papes d'Avignon, l'hégémonie croissante des Chevaliers teutoniques. Deux procès canoniques où furent convoqués des arbitres d'autres pays, dont le Français Gailhard de Carcès, attestent ce rôle éminent dans des rencontres qui préfigurent les forums internationaux de l'avenir. Le sommet de cette vie internationale fut atteint en 1364, à Cracovie, où se tint, à l'initiative de Pierre de Lusignan, roi de Chypre, ce que Guillaume de Machaut appela un « moult grant parlement ». Les Luxembourg, les Habsbourg, Louis d'Anjou, Valdemar de Danemark, les margraves de Brandebourg, princes de Silésie, Poméranie et Mazovie y affirmèrent une unité contre les Turcs, qui, dans une perspective religieuse, exprime une tendance aux grandes alliances dont la Pologne était le catalyseur. On ne saurait non plus oublier la position européenne originale de Casimir le Grand qui sut ouvrir son pays aux Juifs chassés de tout l'Occident, leur conférer des privilèges et leur permettre de créer des villes ou quartiers propres tels que Casimir, sur l'autre rive de la Vistule, à Cracovie. Avec cette décision, l'Europe juive devenait surtout polonaise.

La volonté de grands rapprochements à l'échelle européenne éclata évidemment dans l'union dynastique entre Edwige d'Anjou, héritière de Pologne, et Wladyslas Jagellon de Lituanie en 1386. La mort prématurée de la jeune reine (canonisée par Jean-Paul II en 1997) inaugura la lignée royale des Lituaniens sur le trône de Pologne, marqua l'entrée de l'immense Lituanie dans la chrétienté romaine (par baptême du roi) et annonça la constitution, un siècle et demi plus tard, d'un Commonwealth continental qui serait la République lituano-polonaise.

Cet État pesait dans la politique européenne bien plus que les manuels natiocentriques de nos écoles ne le disent. De grands problèmes tels que le dénouement du schisme d'Avignon, le règlement de la question hussite ou la réflexion philosophique sur les guerres justes ou injustes ne purent être débattus, notamment au concile de Constance de 1414 à 1418, sans l'apport polonais. L'université de Cracovie, fondée en 1354, y envoya des professeurs, des sages vinrent enrichir la réflexion sur les droits des païens et quelques-uns initièrent, face au péril moscovite naissant, l'idée d'une réunion des Églises de Rome et d'Orient. Le métropolite de Lituanie-Ruthénie, G. Cemblat, faillit y réussir en 1415. Mais il est vrai aussi qu'en cette période se dessina une tendance qui devait rester une constante européenne, celle de l'instrumentalisation des aspirations polonaises. Le catholicisme flamboyant du roi néophyte fut vite perçu par la papauté et l'Autriche comme une occasion de manipulation. La victime en fut son fils, qui alla mourir, à 20 ans, en Bulgarie, à Varna, en 1444, dans une croisade où il n'avait que faire. Cette tendance à entraîner la Pologne dans des conflits qui ne sont pas les siens s'est répétée jusqu'aujourd'hui.

L'Europe du commerce de cette époque trouve de nos jours encore à Cracovie l'un de ses plus prestigieux symboles : la Halle aux draps. Sur la route venant de Lwow en Ruthénie, et allant vers l'ouest, se croisaient le drap flamand, les harengs salés de la Baltique, le vin hongrois ou bourguignon, et tous ces échanges suscitaient un développement de l'art où l'on sent toujours la fécondité des brassages européens. La cathédrale Sainte-Marie de Cracovie avec son superbe gothique et la vitalité colorée du célèbre retable de l'Allemand Wit Stoss (1477) n'a d'égal que les coloris tendres et chauds du peintre polonais Jan Polack qui alla, à la même époque, exécuter les peintures des monastères de Munich que l'on trouve encore à la pinacothèque de cette ville.

Plus largement l'europanisation de la couche supérieure de la population polonaise se retrouve dans les partitions musicales de Mikolaj de Radom qui adapte des polyphonies françaises, mais c'est bien le

prestige royal que proclament les fresques des chapelles des châteaux de Lublin et de Cracovie où se réalise une synthèse des arts byzantin et latin. Et ce roi sait se faire connaître en Europe. L'éclat de sa représentation à cheval dans le rougeolement de son caparaçon semé d'aigles blancs, au beau milieu de l'armorial bourguignon des Chevaliers de la Toison d'or, conservé à Paris, à la bibliothèque de l'Arsenal (1435), semble rappeler le fracas et l'écho européen de sa victoire de Grunwald contre les Teutoniques, vingt-cinq ans plus tôt.

10 S'il est inutile d'insister sur le retentissement que devait avoir en Europe, dans l'Église et dans le monde, l'établissement de l'héliocentrisme par Copernic (qui meurt en 1543, alors que les grandes découvertes se succèdent), sans doute serait-il intéressant de rappeler que, pour les Polonais, l'époque des Jagellon (jusqu'en 1572) fut celle de la maturation d'un nouveau système politique qu'ils aiment présenter comme une originalité européenne – ce qu'il fut –, voire comme un exemple de liberté et de démocratie – ce qu'il ne fut pas.

Il est incontestable que les idées humanistes eurent, dans la théorie politique polonaise, un impact plus profond qu'en Occident. Dans l'élan des écrits imprimés, dans la multiplication des contacts universitaires avec l'Italie, la France, la Hollande, l'Allemagne, la caste nobiliaire avait pris ici une importance beaucoup plus grande qu'ailleurs en Europe quant à sa volonté de partager le pouvoir avec le roi. Elle produisit quelques penseurs de grande envergure. Ceux-ci surent théoriser, à grand renfort de citations de Cicéron, Virgile ou Horace, la nécessité d'éviter l'absolutisme et d'ériger un système reposant sur la liberté, l'égalité, le bien public, les élections, la création d'un parlement et d'un sénat. Dès 1506, le droit romain nourrissait largement le *Statut*, ou recueil de lois, que Jan Laski rédigea pour la Pologne. On le retrouva dans le *Statut lituanien* dont la première version parut en 1522. Le sommet de cette pensée généreuse se trouve dans les écrits latins (mais aussitôt traduits) de Modrevius qui luttait contre le servage, prônait l'égalité devant la loi, dictait des règles de bon fonctionnement de la chose publique. Cette pensée théorique dépassait en harmonie l'*Utopie* de Thomas More.

L'énorme écueil était que les nobles, qui représentaient environ 10 % de la population, se désignaient comme la « nation », comme le « peuple nobiliaire », et souhaitaient n'appliquer ces principes qu'à eux-mêmes. La majorité de ces 10 % était d'ailleurs bien loin de penser de manière tellement vertueuse et civique ou n'était pas même économiquement capable de participer à la vie politique. Aussi lorsqu'en 1573 on établit

la royauté élective contrôlée par une diète représentant les nobles de Pologne et de Lituanie (qui s'étaient unis en une seule République en 1569), il en résulta un régime très original, mais bien loin d'être un exemple pour l'Europe tel que le présentent aujourd'hui certains historiens un peu rapides.

L'idéal nobiliaire le plus courant était plutôt dans le modèle qu'alla chercher Gornicki en Italie dans le *Courtisan* de Castiglione. Machiavel n'est jamais loin. Si les mœurs de la Renaissance donnèrent à la société noble un charme et une finesse que l'on retrouve chez Kochanowski, le Ronsard polonais, Henri de Valois, élu roi de Pologne, fut si peu séduit par la mentalité générale qu'il s'enfuit, après quelques mois, pour devenir Henri III en France.

Un hiatus très net existait entre les hautes valeurs des quelques concepteurs de la « démocratie nobiliaire » – qui obligèrent même Henri de Valois, avant son élection, à promettre de respecter la tolérance religieuse (alors qu'il avait, comme on sait, largement trempé dans la Saint-Barthélemy) – et la conduite générale des nobles qui confondaient liberté et arbitraire.

La perception des Polonais en Europe oscillait donc entre une admiration pour leurs réalisations et la méfiance envers de surprenantes incohérences. Le pays continuait à s'ouvrir aux modes et à l'art occidentaux, notamment en architecture, où l'italianisme était sensible (château du Wawel à Cracovie), et en musique : les 520 pages de la Tablature de Lublin sont une anthologie extraordinaire de l'Europe musicale. Les sciences continuaient leur essor : la cartographie, les horloges, etc. Mais il apparut vite que l'idée d'aller presque systématiquement choisir les rois à l'étranger, par crainte des empiètements sur la « liberté » nobiliaire introduisait de graves effets secondaires.

Jusqu'à la disparition de l'élection des rois, à la fin du XVIII^e siècle, la Pologne fut dirigée par un Français, un Hongrois (Batory), trois Suédois (Sigismond III, Wladyslas IV, Jean-Casimir), deux Polonais (surtout Sobieski), deux Saxons (Auguste II et III), un Polonais (Stanislas-Auguste). Cet usage fit de la Pologne une table de jeu des puissances absolutistes européennes qui ne cessèrent d'y faire élire leurs protégés par coterie interposées, généreusement stipendiées.

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les manipulations de la Pologne devinrent la règle européenne. Pilier de la Contre-Réforme, obsédée par sa mission de défense contre les Turcs infidèles et les orthodoxes schismatiques, elle devint, au milieu du XVII^e siècle, le champ clos où toutes les armées d'Europe se donnaient carrière et semaient la désolation.

Tout le continent fut, au contraire, frappé, en 1683, par la brillante victoire que le roi Jean Sobieski remporta sur les Turcs, sauvant Vienne et la chrétienté. Mais, comme jadis le fils de Jagellon, il ne vit pas que son esprit chevaleresque d'un autre âge ne servait que l'Autriche. Son testament annonça lucidement, avec un siècle d'avance, que la Pologne courait à sa perte.

12 Endormis par le retour d'une paix relative, dans une bonne conjoncture économique où les grains acheminés vers Dantzic leur garantissaient l'opulence, les nobles terriens ne virent pas venir le déclin. Leur béatitude « sarmatique » convenait à l'Europe. Les reines étaient françaises et favorisaient l'émergence de cours raffinées chez les magnats. Le catholicisme devint intolérant (bien que sans dragonnades). Il n'y avait presque plus de protestants, mais on chassa les sociniens qui allèrent en Hollande. En 1652 fut institué le *liberum veto* qui permettait à un seul député noble de s'opposer à l'unanimité. Le fonctionnement déjà problématique de la « démocratie nobiliaire » s'en trouva bloqué.

Les deux longs règnes saxons, jusqu'en 1764, furent une sorte de nuit politique de plus en plus régentée par la Russie. Les rois, plus souvent à Dresde qu'à Varsovie, n'étaient que des souverains nominaux, mais l'Europe aristocratique aimait se retrouver dans les superbes palais des Branicki à Bialystok, des Czartoryski à Pulawy, des Potocki à Tulczyn, des Lubomirski à Lancut, des Sapieha à Koden, des Radziwill à Nieswiez. Une armée de maîtres de danse, d'escrime, d'équitation, de précepteurs introduisait imperceptiblement dans cette société les usages de l'Europe française. La franc-maçonnerie, de jeu mondain, devint, peu à peu, un courant de réflexion à la mode.

Le règne de Poniatowski, le dernier roi, montra combien les Lumières européennes pénétraient la Pologne et s'intéressaient à elle. Louis XV avait épousé une Polonaise et Choiseul essaya de soutenir les Confédérés de Bar lorsque ceux-ci voulurent secouer la tutelle russe. Il leur envoya Dumouriez. Mais ce fut le monde philosophique européen qui s'empara du thème polonais lorsqu'il apparut que les voisins – Russie, Prusse et Autriche – rêvaient de s'attribuer des morceaux de ce pays. Le roi, qui avait de larges relations dans ce monde, fit ce qu'il put pour le mettre en branle. La bataille des idées fit rage. Rousseau y alla d'un projet de Constitution pour la Pologne de ses rêves. Mably le suivit. En Italie, Beccaria fut l'inspirateur des réformateurs polonais. Voltaire, au contraire, mit sa plume vénale au service de Catherine II. L'Europe n'en assista pas moins avec effroi, mais impuissante, à la première réduction territoriale de 1772.

Dans ce qui lui restait, le roi tenta d'appliquer de nouvelles règles de gouvernement. Il se soucia d'éducation. L'Europe, heureuse de voir naître cette première Éducation nationale, y dépêcha des philosophes qui se firent auteurs de manuels: le Suisse Lhuillier, les Français Condillac et Dupont de Nemours. Le secrétaire du roi, l'Italien Piatoli, fourbissait en silence un projet de Constitution, non sans gagner à cette idée des patriotes polonais comme Kollataj ou Staszic. À côté de cette république des Lettres européennes, penchée au chevet de la Pologne malade, la république des Arts continuait à y œuvrer. L'art du XVIII^e siècle finissant devient, en Pologne, plus européen que jamais: l'Allemand Aigner, les Italiens Merlini, Fontana, Bacciarelli, Canaletto voisinent les Français Norblin, Le Brun, Vigée-Lebrun.

Ce fut dans ce bouillonnement intellectuel que la diète polonaise, rejetant enfin l'absurde *liberum veto*, se mit à délibérer sans discontinuer, pendant quatre ans, entre 1788 et 1792. Le 3 mai 1791, les Polonais, les premiers en Europe continentale, se dotèrent d'une Constitution qui, sans porter les marques révolutionnaires de la française, publiée cinq mois plus tard, n'en témoignait pas moins d'une nouvelle adéquation avec l'évolution libérale européenne. Cela, justement, inquiéta les partages de 1772. Catherine II cria, avec beaucoup d'exagération, que les jacobins étaient à sa frontière et qu'elle ne pouvait le tolérer. La Révolution française avait d'autres soucis. Dumouriez détourna même la menace prussienne de la frontière belge vers la Pologne. Un second partage, début 1793, n'émut en Europe que quelques gazettes et lorsque Kosciuszko vint, pour préparer son insurrection, demander l'aide de la Convention, à Paris, le Pays des libertés resta de marbre. L'Europe fut horrifiée par le massacre du faubourg de Praga, qui marqua l'écrasement de Kosciuszko, nouvelle icône européenne de l'héroïsme polonais, mais ne put qu'assister sans réagir, en 1795, au troisième partage qui rayait la Pologne de la carte du continent.

Événement inouï, ce dernier partage effaçait un pays, mais non ses habitants. Les Polonais surent, jusqu'en 1918, se rappeler sans cesse au souvenir de l'Europe. La « question polonaise » était née.

Évidemment, suivant la tendance déjà remarquée, les Polonais furent encore souvent manipulés. En incorporant quelques milliers d'entre eux à ses légions d'Italie, Bonaparte put renforcer l'efficacité de ses rapines en République cisalpine et en Étrurie. Puis, lorsqu'en 1802 ces légions lui semblèrent sans objet, il envoya 6 000 Polonais en Haïti pour écraser Toussaint-Louverture et rétablir l'esclavage. Napoléon n'en fut pas moins suivi avec enthousiasme, en 1806, contre la Prusse,

et il réintégra, en 1807, un État polonais en Europe: le minuscule duché de Varsovie. Le Code civil, l'abolition du servage furent accueillis avec froideur par la noblesse polonaise, mais, fidèle à sa vocation chevaleresque, elle fournit beaucoup d'hommes à la guerre d'Espagne, puis plus encore à la campagne de Russie. Ces soldats perdus avaient cru, une fois encore, en un sauveur venu du dehors.

14 Le sauveur de substitution, Alexandre I^{er}, fut suivi avec plus de circonspection en 1815, mais trouva bien des partisans aussi. L'Europe changeait encore de visage. La Sainte Alliance, la solidarité des despotes et des polices, entraît désormais en lutte avec l'Europe des patries. Les Polonais eurent des représentants dans ces deux Europe, mais l'historiographie nationale a surtout voulu retenir l'action dans l'émigration des adversaires des copartageants. Ceux qui essayaient d'agir dans les frontières de l'ancienne Pologne, notamment les étudiants des universités de Varsovie et de Vilna, liés au mouvement des *Burschenschaften* allemands et au carbonarisme italien, furent cruellement réprimés. On en retrouva beaucoup, en 1830 et 1831, sur les barricades qui s'élevèrent à Varsovie, en même temps que celles de Bruxelles et de Paris. Le nouvel écrasement de leur mouvement provoqua dans l'Europe républicaine et libérale une immense sympathie: des *Polenlieder* en Allemagne, un accueil enthousiaste aux réfugiés en France et même en Angleterre.

Devant la tiédeur de Louis-Philippe, toute une presse française s'indigna de voir ces exilés consignés dans des «dépôts», mais la Pologne disparue était présente comme jamais en Europe. Thème littéraire, thème pictural, thème musical (Chopin!), le drame polonais était présent partout sur le continent. Grâce à ses poètes, ses artistes, mais aussi grâce à la diplomatie officieuse que menait le prince Czartoryski dans sa résidence de l'île Saint-Louis à Paris, les Polonais étaient en relation avec tous les irrédentismes: italien, grec, hongrois, etc. La question polonaise fut évidemment au cœur des débats lors du Printemps des peuples de 1848. La mort du poète Adam Mickiewicz, en 1856, en Turquie, donne une idée de l'amplitude des espoirs européens chez les Polonais. Il était envoyé de Paris pour préparer à Constantinople une aide aux Anglo-Français en lutte contre les Russes dans la guerre de Crimée.

L'Europe conservatrice resta encore assez indifférente au nouveau soulèvement polonais de 1863. La presse internationale pleura beaucoup, mais l'on se contenta d'accueillir la nouvelle vague de réfugiés, notamment en France. Quelques militaires, déserteurs de l'armée russe,

servirent Napoléon III dans la défense de Dijon, en 1870, comme Hauke-Bossak qui s'y fit tuer. D'autres, plus radicaux, comme Dabrowski ou Wroblewski, moururent pour la Commune de Paris. Ces sacrifices, avec tous ceux de Varsovie, confortèrent encore l'image de l'héroïsme polonais. Tout ce sang polonais, versé aux quatre coins de l'Europe au XIX^e siècle, imposa l'idée d'une nation qui gardait sa place. L'explosion culturelle polonaise de la Galicie (le tronçon autrichien du pays) entre 1890 et 1910 concourut beaucoup, elle aussi, à conserver le rang de la Pologne en Europe: Wyspianski, Mehoffer, Malczewski, Przybyszewski avaient des liens étroits avec les écoles artistiques de Paris, Munich, Berlin ou Oslo. Les échanges si féconds avec le symbolisme français ou le *Blau Reiter* firent autant, pour le renouveau d'intérêt – en dépit de la russophilie dominante –, que l'essor industriel du « pays de la Vistule », dont la vitalité commençait à intéresser de près le capital occidental. Cette reconnaissance générale trouva son symbole, en 1905, lorsque l'académie de Stockholm osa décerner le prix Nobel au Polonais Henryk Sienkiewicz.

15

Pendant la Première Guerre mondiale, de par leur division territoriale, des Polonais se retrouvèrent dans tous les camps. Jusqu'en 1917, chaque belligérant leur fit des promesses de restauration plus ou moins complète, mais ce fut la défaillance tsariste, puis la défection bolchevique envers l'Entente qui provoquèrent la décision la plus résolue des Français de reconstituer une Pologne qui serait une digue contre les Rouges.

Sans les multiples affirmations de sa présence européenne, cette renaissance n'eût pas été concevable. À partir de 1917, les Français et les Anglais – ces derniers se méfiant des premiers – ne cessèrent plus de redonner aux Polonais les moyens de retrouver leur souveraineté: armée, finances, diplomatie. La Pologne fut l'État le plus favorisé parmi les ressuscités ou les nouveaux issus de la Conférence de la paix à Versailles et la France fit entériner les coups de force que ce nouvel allié, trop attaché à son extension d'avant les partages, infligeait aux peuples qui avaient émergé dans l'intervalle: les Litvaniens, les Biélorussiens, les Ukrainiens. Après les faits accomplis, confirmés par les Français au cours de trois soulèvements successifs en Silésie contre les Allemands et au cours d'une guerre riche en rebondissements contre les bolcheviques, le traité de Riga permit d'établir des frontières inespérées à l'Ouest et à l'Est. La Pologne semblait devenir, en Europe, l'appui le plus fort de la France.

L'attitude proconsulaire des ambassadeurs français et la désinvolture des grands investisseurs (Boussac) provoqua cependant très vite l'irri-

tation du maréchal Pilsudski qui appréciait peu le parlementarisme à la française qu'une nouvelle Constitution avait instauré. En 1926, il choisit de rompre avec la démocratie et donna le signal de la constitution d'une nouvelle Europe antiparlementaire. Horthy devait l'imiter en Hongrie en 1931, Salazar au Portugal en 1932, Hitler en Allemagne, avec l'extrémisme que l'on sait, en 1933.

Même si le régime d'« assainissement » (la *Sanacja*) de Pilsudski n'était qu'une forme « douce » de l'esprit antidémocratique qui gagna alors une bonne partie de l'Europe, il faut bien admettre que ce système est à placer sur la face sombre de l'histoire du continent. Les références romantiques à l'héroïsme, au culte ou à l'attente du chef n'excusent en rien les persécutions des partis de gauche et encore moins la fascination, après 1935, que les colonels, successeurs du maréchal, éprouvèrent à l'égard du régime de Berlin. Du pacte germano-polonais de 1934, on passa à l'application des théories antisémites de Dmowski. Jusqu'à la fin de 1938, beaucoup crurent profiter des remodelages nazis : l'Anschluss autorisait une attaque de la Lituanie, l'annexion de la Tchécoslovaquie permettait de s'emparer de Teschen. Face à l'Europe de la lâcheté qui se dessinait après Munich, les petits chefs se croyaient en sûreté. Les Polonais qui se joignaient, en Espagne, aux Brigades internationales, les artistes qui promouvaient les formes les plus modernes de la peinture ou du théâtre, au diapason de leurs confrères de l'étranger, n'étaient guère à l'aise dans cette « seconde république » qui ignorait qu'elle vivait ses derniers instants.

Envahie à son tour, conjointement, par l'Allemagne et l'URSS, de nouveau effacée de la carte en septembre 1939, la Pologne ne put attendre de secours de la « drôle de guerre » déclarée par ceux qui, à l'Ouest, ne voulaient pas « mourir pour Dantzig ». Le gouvernement en exil de Sikorski dut quitter la France envahie en 1940 et devint vite gênant pour Churchill à Londres. Dans cette catastrophe, les Polonais retrouvèrent, comme au XIX^e siècle, leur farouche volonté d'être présents partout : front français, bataille d'Angleterre, Narvik en Norvège, Russie de Staline (qui feignait la réconciliation), Monte Cassino, après un passage en Irak et en Palestine. Et, comme toujours, les protecteurs supposés traitèrent la Pologne en pion sans âme. Fin 1943, les accords de Téhéran remodelèrent l'Europe selon les volontés de Staline à qui l'on ne pouvait rien refuser.

De ce moment, il était clair que la politique mondiale n'était plus européocentrique, que l'Europe elle-même n'était plus maîtresse de

son destin. Commence alors, en Pologne, une véritable frustration mêlée de rancœur. Les insurrections du ghetto, puis de la ville de Varsovie, furent écrasées sans l'aide d'aucun allié. De Gaulle reconnu, parmi les premiers, le gouvernement que les communistes souhaitaient en Pologne, le 5 janvier 1945, puis les Alliés confirmèrent à Yalta ce qu'ils avaient tramé à Téhéran, y ajoutant une promesse, jamais tenue, d'élections libres. Le pays entra pour quarante ans dans « l'autre Europe », celle des satellites de l'URSS.

Comme à l'époque de Voltaire, la Pologne restait « un beau sujet de harangue » et de déploration attendrie. L'Europe amoindrie offrit un asile aux résistants de la Guerre froide : la revue *Kultura*, plus tard ferment capital dans la lutte anticommuniste, s'installa, en 1947, près de Paris ; la radio Europe Libre se mit à émettre à Munich, en 1952. Le courage des ouvriers de Poznan, qui osèrent se révolter contre la misère, en 1956, arracha l'habituelle indignation impuissante de l'opinion, mais que pouvait la colombe de la paix de Picasso qui maintenant pleurait ?

17

L'arrivée au pouvoir de Gomulka convenait aussi bien aux Occidentaux qu'à Moscou. La seule Europe que connaissait le Premier secrétaire était celle du pacte de Varsovie. Ni la lettre des évêques à leurs homologues allemands en 1965, ni la visite de De Gaulle en 1967 n'introduisirent de faille dans sa vision. En 1968, il participa sans état d'âme à l'étouffement du Printemps de Prague. On crut même cette vision encore plus solide lorsqu'en août 1970 Willy Brandt vint à Varsovie reconnaître la ligne Oder-Neisse.

C'était compter sans la tradition des soulèvements. En décembre 1970 les ouvriers de Gdansk firent chuter Gomulka et les Russes crurent habile de sauver leur protectorat en y nommant Gierek, un communiste qui avait connu la France et la Belgique dans sa jeunesse. Les banquiers et investisseurs européens y virent un « communisme à visage humain ». Fiat, Berliet, Grundig firent goûter aux Polonais les premières délices du capitalisme. Gierek courait l'Europe à la recherche de subsides. En 1976, il apparut que vivre à crédit n'était plus possible. La flambée des prix provoqua celle du mécontentement, un tour de vis, des arrestations. La presse européenne, italienne et française surtout, publia les pétitions d'intellectuels polonais. Une entraide s'esquissait. Les cardinaux donnèrent un coup d'accélérateur inappréciable au changement en élisant Jean-Paul II, en octobre 1978. Un pape polonais prenait la tête de toute la *christianitas*. « Combien de divisions ? » avait jadis demandé Staline. Brejnev le savait bien qui essaya de le faire

18 assassiner. Mis en confiance, régénérés, les ouvriers de Gdansk, rejoints par les intellectuels, fondèrent *Solidarnosc*, en 1980. Comme en 1831, l'opinion européenne devint encore plus polonophile en 1981, lorsque Jaruzelski fit tomber l'éteignoir de l'état de siège. Comme sous Louis-Philippe, les dirigeants européens restèrent passifs. « Naturellement, nous ne ferons rien » (Claude Cheysson). Pierre Mauroy signa avec Tchernenko un accord gazier, en octobre 1983. « Dialogue réaliste », disait-il. Jaruzelski vint à Paris, en décembre 1985. Mais l'opinion restait mobilisée. Les médias, l'aide humanitaire et technique (vidéo, papier, etc.) rompaient l'isolement et chaque visite du pape apportait une bouffée d'espoir. En 1988, devant la persistance et la force de la résistance, un appel international à négocier avec l'opposition fit céder les communistes, à bout de souffle. La fameuse « Table ronde » permit un partage des sièges avant des élections étranges qui ouvraient sur une « démocratie autolimitée ». Enfin, Walesa pouvait voyager en Europe, accueilli partout en héros. La chute du mur de Berlin, les abandons de Gorbatchev firent le reste.

En voyant les capitaux européens s'engouffrer dans les privatisations de Balcerowicz, le gouvernement enfin libre de Mazowiecki crut encore trop vite que le retour en Europe était acquis. Pourtant l'Union des douze commandait d'attendre. Un fonds de stabilisation de la monnaie était censé satisfaire un peuple frustré sans arrêt depuis si longtemps. C'est sans doute du sentiment de l'ingratitude européenne que date le glissement des espoirs polonais vers les États-Unis. Le dollar était déjà roi du marché noir à l'époque communiste. Le mythe de la réussite à l'américaine devenait une fièvre. La fuite des cerveaux vers cet eldorado où une nombreuse diaspora avait fait souche augmenta. Un candidat qui n'avait pour lui que sa fortune américaine, Tyminski, faillit, fin 1990, enlever la présidence à Walesa.

Après le 11 septembre 2001, la Pologne risquait de redevenir invisible. Malgré quelques visites officielles, elle s'engluait, dans le discours international sur la « transition », au milieu de difficultés d'adaptation des « PECO » (pays d'Europe centrale et orientale). En 1996, Jacques Chirac lui promettait une intégration à l'UE en 2000, mais modéra son propos en 1997. À Bruxelles, on s'interrogeait sur le montant des subventions, sur les dangers d'une main-d'œuvre trop bon marché. Le Triangle de Weimar, inventé en 1991, entre Paris, Berlin et Varsovie, restait une coquille vide.

Les deux quinquennats d'Aleksander Kwasniewski, communiste converti au libéralisme, de 1995 à 2005, virent enfin l'intégration atten-

due, mais empêtrée dans d'énormes ambiguïtés. La préférence américaine fut affirmée, en 1999, par l'adhésion à l'OTAN mais surtout, fin 2002 et en 2003, par la décision, avec George W. Bush, de négliger le droit international pour envahir l'Irak. Ce nouveau choix du protecteur le plus fort valut à la Pologne le compliment de « meilleur allié des États-Unis » et de leader d'une prétendue « Jeune Europe ». Cela augurerait bien mal du vote pour rejoindre l'Union européenne, mais Jean-Paul II fit voter pour. En juin 2003, 77 % des 58 % de votants approuvèrent. Un an plus tard, 80 % des électeurs s'abstenaient aux élections du Parlement européen. Retour en Europe ? Désamour de l'Europe ?

Malgré la présence voyante des firmes européennes dans le paysage et l'économie actuels, malgré l'affirmation incessante, côté polonais, d'une volonté réelle d'intégration, et malgré les nets changements positifs dans les campagnes grâce à la manne des subventions de Bruxelles, les partis de droite ultra au pouvoir depuis fin 2005 n'offrent pas un profil correspondant à la démocratie telle que la comprend l'Union européenne. Ces partis sont pleins de réticences face à ses règles.

Il y a fort à parier que l'incontestable européanité polonaise restera marquée très longtemps par les cicatrices de son passé lointain ou récent. L'Europe serait mal inspirée de les oublier, pourtant la Pologne gagnera à les atténuer.

19

R É S U M É

L'intégration de la Pologne à l'UE en 2003 est loin de constituer un retour puisque jamais, en fait, les Polonais n'ont quitté la scène européenne. Sont ici rappelées les principales manifestations de cette présence permanente et les attitudes variables du continent à son égard. Exception européenne au XVI^e siècle lorsque y apparaît un système politique unique et qu'elle couvre la plus grande surface du continent après la Russie, confetti infime du duché de Varsovie sous Napoléon, phénix redéployant ses ailes et ses griffes sous Pilsudski après 1918, pays fantomatique des décennies communistes après 1945, David de 1980 qui fit s'écrouler le Goliath soviétique, la Pologne a rejoint l'Union européenne en 2003, riche des mille facettes que lui a données l'histoire et de l'énergie qu'ont conférée les épreuves à son peuple.